

## LA CONJONCTURE AGRICOLE EN 2010

par André Neveu<sup>1</sup>

Pour rédiger cette note, nous nous sommes appuyé sur les comptes prévisionnels de l'agriculture, la lettre du CER France, une analyse présentée par Mme Martine Jullien d'UNIGRAINS, les travaux des membres de la section 10, notamment des exposés de nos Confrères Jean-Paul Bonnet et Jean-Claude Guesdon.

### **Un retournement de situation au second semestre**

Après une année 2009 assez catastrophique (notamment dans les secteurs des céréales et du lait) ainsi qu'un début d'année 2010 qui ne fut guère meilleur, tout change à partir du mois de juillet : comme pour la plupart des matières premières (à l'exception du pétrole), les prix de l'ensemble des produits agricoles sont orientés à la hausse.

En effet, alors que la demande mondiale continue de progresser, l'offre s'avère souvent insuffisante pour la satisfaire. La spéculation aidant, les cours font souvent un bond en avant comme ceux du blé qui doublent en quelques semaines à partir du moment où les récoltes russes et ukrainiennes s'avèrent catastrophiques.

Les agriculteurs français ont pu profiter de cette embellie car ils ont bénéficié de conditions climatiques relativement normales (sauf dans l'Ouest où la sécheresse a sévi tout l'été). C'est le cas en grandes cultures (pour les céréales et les oléagineux) et pour les producteurs de lait.

### **Mais des conséquences négatives pour plusieurs autres secteurs**

La hausse du prix des céréales induit quasi automatiquement une augmentation du prix des aliments du bétail. Si les producteurs de volailles, protégés par des contrats d'intégration, sont peu touchés jusqu'ici, il n'en est pas de même des producteurs de porcs et de bovins. En outre, depuis plusieurs années, le cycle traditionnel du prix du porc ne fonctionne plus, les abattoirs en surcapacité font jouer la concurrence et la grande distribution maintient sa pression.

Pour la viande bovine, le redressement des prix porte en priorité sur les qualités standard qui sont pour l'essentiel issues des vaches laitières ou des quartiers avant. La demande de qualités supérieures reste d'un niveau médiocre. Ce décalage, auquel s'ajoute la hausse des prix des aliments concentrés, maintient les revenus des éleveurs spécialisés à un niveau bien bas. Heureusement pour eux (et encore plus pour les éleveurs d'ovins), les aides communautaires et nationales dont ils bénéficient sont élevées et ont même été augmentées en 2010.

Pour leur part, les producteurs de fruits et légumes frais ont dans l'ensemble pu profiter d'une situation climatique un peu difficile au printemps qui a contribué à redresser les prix. Enfin, la situation de la plupart des viticulteurs ne s'est guère améliorée en dépit d'une petite récolte et d'une reprise de la consommation mondiale. Mais les zones de forte production sont toujours lourdement handicapées par une concurrence internationale qui ne faiblit pas.

### **Les agriculteurs français restent inquiets**

La baisse des revenus en 2009 les a profondément marqués et dans de nombreux secteurs l'octroi des primes communautaires et nationales demeure vital pour assurer l'équilibre financier des exploitations. Or les perspectives de réforme de la PAC sont sources de beaucoup d'incertitudes pour l'avenir.

---

<sup>1</sup> Membre de l'Académie d'Agriculture de France, ancien adjoint au Directeur de l'Agriculture et des Collectivités locales de la Caisse nationale de crédit agricole.

Mais ces inquiétudes reflètent aussi un mal plus profond : la conscience que le différentiel de performance entre l'agriculture française et celle de nos concurrents du nord de l'Europe (ou du sud pour les fruits et légumes) s'accroît un peu plus chaque année. Dans nombre de secteurs, nos exploitations, mais aussi les entreprises de transformation, sont moins compétitives que celles de nos proches voisins. Certes, les filières françaises supportent souvent des charges, notamment salariales, plus élevées, mais les structures de production et de transformation ne se modernisent pas suffisamment rapidement.

### Une réduction progressive de notre potentiel de production

Conséquence de ce manque de dynamisme, les quantités produites baissent peu à peu. Ce phénomène est très ancien pour de nombreux fruits et légumes ainsi que pour les vins de qualité moyenne. Mais plusieurs productions animales sont maintenant touchées. Ainsi entre 2000 et 2009, la production de volailles a diminué en France de 19% alors qu'elle augmentait en Allemagne de 48% ! De même, malgré le redressement de 3% de la production laitière en 2010, nous sommes toujours en sous utilisation de nos quotas d'environ 5% tandis que l'Allemagne et d'autres pays de l'Europe du Nord dépassent les leurs, prenant ainsi de l'avance sur 2015 et la suppression du régime européen des quotas. La situation n'est guère meilleure, voire pire, pour les productions de porcs, de viandes bovines et ovines.

Seules les exploitations de grande culture échappent à ce déclin et souffrent surtout de la volatilité des prix internationaux. La vocation céréalière de la France se renforce donc au fil des années mais, évidemment, elle ne peut concerner toutes les régions. La diversité de notre agriculture qui a longtemps fait notre force, est menacée.

Face à l'absence de perspectives d'avenir, les agriculteurs français manquent de confiance en eux. Il est urgent de leur redonner foi en l'avenir.

### Le compte prévisionnel de l'agriculture 2010

<b>Production de la branche</b>		
<b>en volume</b>		<b>-1,9%</b>
<b>en prix</b>		<b>+6%</b>
<b>en valeur</b>		<b>+4%</b>
<b>Consommations intermédiaires</b>	<b>-3%</b>	<b>(dont engrais -21,2%)</b>
<b>Valeur ajoutée nette</b>		<b>+30,5%</b>
<b>Subventions sur les produits</b>		<b>-54,2%</b>
<b>Subventions d'exploitation</b>		<b>+23,0%</b>
<b>Revenu d'entreprise agricole <i>par actif non salarié</i> (en termes réels)</b>		<b>+84,9%</b>
<b>Revenu d'entreprise agricole <i>par actif non salarié</i> (en termes réels) <u>des exploitations professionnelles</u></b>		<b>+66%</b>